

# PNUD-KIBAI

[BULLETIN HEBDOMADAIRE DU PNUD BURKINA FASO]

## SOMMAIRE

<i>Éditorial</i>	1
<i>Focus</i>	2
<i>Ce que nous faisons</i>	2
<i>Bonnes pratiques</i>	3
<i>Portrait</i>	4
<i>Astuces</i>	4
<i>Page VNU</i>	5
<i>Le saviez-vous ?</i>	6
<i>Agenda et annonces</i>	7
<i>Détente</i>	7

### Le chiffre de la semaine :

# 1.689

Le nombre de morts en avril en Irak, soit une baisse de 19% par rapport au mois de mars, selon des statistiques irakiennes, mais les attaques meurtrières se poursuivaient



Burkina Faso

## EDITORIAL : Cluster Meeting Brazzaville 2007

Du 25 avril au 2 mai les Coordonnateurs Résidents, les Représentants Résidents du PNUD et les Directeurs pays de 44 pays africains couverts par le Bureau Régional pour l'Afrique (RBA) se sont retrouvés à Brazzaville pour approfondir le thème « l'agenda de développement de l'Afrique dans un système des Nations Unies en pleine réforme ».

L'Administrateur du PNUD Kemal Dervis, Ad Melkert l'Administrateur Associé du PNUD et Gilbert Houngbo, Secrétaire Général Assistant, Directeur du RBA, ont pris part à la réunion qui a aussi connu la participation de plusieurs représentants des gouvernements africains et plusieurs agences ONU.

La discussion s'est concentrée surtout au tour de deux sujets principaux: d'un côté la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, la coordination du Système des Nations Unies et la réforme des Nations Unies ; de l'autre côté le rôle que le PNUD va avoir dans ce contexte.

En ce qui concerne le premier thème, la conférence a souligné l'importance de renforcer la cohérence et la synergie des activités menées par les agences du Système des Nations Unies. Cela implique avant tout la nécessité de renforcer les capacités et l'apprentissage au sein de différentes agences des Na-

tions Unies.

Dans le cadre des projets expérimentaux «One UN» qui ont été lancés dans huit pays, plusieurs différences de résultats et plusieurs défis ont déjà été signalés. Par exemple, un des problèmes qu'il faudra résoudre pour arriver à une gestion commune des Nations Unies sera le changement de plusieurs procédures consolidées depuis longtemps pour établir un budget commun.

Le rôle des gouvernements africains comme acteurs principaux dans le processus de développement de l'Afrique a aussi été remarqué. L'appréciation nationale a une importance primordiale.

Le rôle du PNUD doit aussi être vu dans ce contexte comme une partie d'une stratégie globale de développe-



Vers une expansion des villages du millénaire

ment. En particulier, les leaders du PNUD présents à Brazzaville ont mis l'accent sur la nécessité de développer des programmes et des projets conjoints pour améliorer leur efficacité, et pour créer un esprit fort de communion d'intentions.

En outre, la mobilisation et la gestion des ressources et l'établissement de partena-



riats auront aussi un rôle de plus en plus important pour améliorer l'efficacité des interventions. Cela sera particulièrement important pour ce qui concerne les OMD, un domaine transversal pour lequel l'évaluation du coût des projets devra être mise en place.

A partir du mois de juillet 2007 il sera possible pour les bailleurs de fonds d'avoir un accès direct au système de gestion financière Atlas et de vérifier l'utilisation des fonds donnés par eux. Cela demandera encore plus au PNUD de se focaliser sur les questions de bon management, responsabilisation et évaluation. L'accent sera mis sur la qualité des projets et non pas seulement sur la quantité, mais aussi sur les budgets, les finances et les audits. Au même temps, l'appui au niveau des bureaux régionaux de Dakar et Johannesburg doit être vu dans ce contexte pour accroître l'efficacité du travail du PNUD en Afrique.

**La Rédaction**

## CE QUE NOUS FAISONS : UNDAF : Une première année positive

Le mardi 8 mai 2007, dans la salle de conférence du Ministère des Affaires Étrangères, s'est tenue la revue 2006 du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (UNDAF) adopté pour la période 2006-2010.

La cérémonie officielle d'ouverture de cette revue a été présidée par le Ministre de l'Économie et du Développement, Monsieur Seydou BOUDA. Dans son allocution, il a exprimé sa satisfaction pour la qualité de l'intervention du SNU qui est en parfaite cohérence avec les priorités de développement du Burkina Faso. Il a particulièrement apprécié cette initiative conjointe de cette revue annuelle de l'UNDAF qui constitue une première dans l'histoire des agences du SNU au Burkina Faso.

La revue a connue la participation des représentants du gouvernement, de la société civile, des partenaires bilatéraux et multilatéraux et des agences du SNU. Avant les échanges, les participants ont bénéficié de présentations portant sur : le rappel du processus CCA/UNDAF qui a conduit à l'élaboration des Plans d'action de programmes de pays et les résultats atteints au cours de l'année 2006, au regard des sept (7) effets attendus à l'horizon 2010. En rappel, il faut dire que les agences du SNU se sont conjointement engagés à réaliser les effets suivants :

1. les opportunités d'emploi et d'activités génératrices de revenus notamment pour les jeunes et les femmes sont élargies d'ici 2010 ;



La revue a connu une grande participation

2. l'accès aux soins (curatifs, préventifs et promotionnels) de qualités des populations et en particulier celui des femmes et des enfants est amélioré en 2010 ;

3. l'accès des enfants, des adolescents et des femmes à l'éducation de base est amélioré d'ici 2010 ;

4. d'ici 2010 les quatre composantes de la bonne gouvernance sont renforcées dans le respects des droits humains ;

5. d'ici 2010, la culture de la paix au Burkina Faso est renforcée ;

6. d'ici 2010 la sécurité alimentaire pour les groupes vulnérables et la gestion des ressources naturelles sont améliorées ;

7. d'ici 2010, la réponse nationale au VIH/SIDA est renforcée et intensifiée.

Bien que 2006 soit la première année de mise en œuvre de l'UNDAF et que les Plans d'actions des programmes de pays aient été signés le 31 mars 2006, les résultats atteints en fin

2006 ont été jugés satisfaisants. Cela a été possible grâce au partenariat que le SNU a su tisser avec le gouvernement, les organisations de la société civile, le secteur privé et les autres partenaires techniques et financiers. Sur le plan financier, le SNU a investi plus de 41 millions de dollars US (plus de 20 milliards de FCFA) sur une prévision de 46 milliards USD, soit un taux d'exécution financière de 90% (cf. tableau ci-après). Au plan interne au SNU, les résultats atteints ont été favorisés par le renforcement de l'esprit de la famille des Nations Unies qui s'est matérialisée par la formulation de sept (7) programmes conjoints et la mise en place de groupes thématiques pour une plus grande synergie entre inter-agences.

Au terme des travaux de la revue, il a été retenu : d'assurer une cohérence entre la revue de l'UNDAF et les autres processus de revue, notamment les revues sectorielles, la revue du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) et celle des appuis budgétaires ; de définir des indicateurs faciles à renseigner avec des cibles annuels afin d'améliorer le suivi et l'évaluation de l'UNDAF ; en conséquence, le cadre de suivi-évaluation de l'UNDAF devra également être revu ; renforcer la cohérence entre les effets UNDAF et les résultats à atteindre ; renforcer le suivi conjoint des programmes avec le leadership du gouvernement ; poursuivre les efforts de mobilisation des ressources ; améliorer le fonctionnement des groupes thématiques ; poursuivre le plaidoyer en faveur de l'adoption de la stratégie nationale de promotion de la culture de la tolérance et de la paix.

Pour une première expérience, il faut dire que cette revue 2006 de l'UNDAF a été une réussite au regard des résultats atteints en moins d'une année et de la qualité du dialogue entre le SNU, le Gouvernement et les autres acteurs de développement. **Nadège Ilboudo**

## FOCUS : Promouvoir les objectifs de la gestion durable des sols

Les 24 et 25 avril 2007 s'est tenu à Ouagadougou la session de la Conférence des Ministres Africains de l'Environnement (AMCEN).

Cette réunion extraordinaire avait à son ordre du jour l'examen du Programme d'Investissement Stratégique (SIP) du Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM) sur la Gestion Durable des Sols en Afrique.

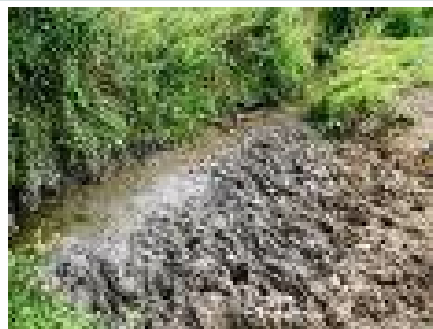
Dans leur déclaration d'ouverture, les ministres se sont engagés à promouvoir les objectifs de la gestion durable de la terre (GDT) aux niveaux local, national, et régional. Pour cela, ils ont formulé en tout cinq recommandations allant dans le sens de la bonne mise en œuvre et de la promotion de la GDT.

Le résultat attendu qui était l'adoption d'une déclaration de soutien et d'engagement des gouvernements africains et de leurs

partenaires pour l'adoption et la mise en œuvre du SIP en Afrique sub-saharienne a été largement atteint.

Ce résultat se vérifie par l'adoption de deux déclarations lors de la conclusion des travaux : La déclaration des ministres africains de l'environnement reconnaît la nécessité pour le FEM et ses partenaires, de prendre un engagement ferme et durable en vue de la mise en œuvre à grande échelle de la gestion durable des terres à tous les niveaux, afin de faire face aux multiples menaces que comporte la dégradation des terres et de réaliser des progrès vers l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

La déclaration conjointe des partenaires quant à elle, tout en indiquant l'esprit de partenariat qui va guider leurs interventions, indique leur engagement à mettre activement en œuvre le SIP, pour répondre aux appels à l'action d'un large éventail



de parties prenantes en Afrique Sub-Saharienne pour appuyer les efforts des pays en faveur d'une extension de la gestion durable des terres.

**Boro Michele**

**BONNES PRATIQUES : CENTRES DE DEPISTAGE VOLONTAIRE**

<b>ABBEF</b>	Entre la résidence de l'ambassadeur de France et le canal de Zogona	<b>50 31 05 98</b>
<b>AAS</b>	Ouidi/Kologh-Naaba, secteur 11	<b>50 31 01 47</b>
<b>ABSF</b>	A côté du Lycée Nelson Mandela, secteur 3	<b>50 30 72 59</b>
<b>ADAPMI</b>	Route de Bobo, 200 m avant le barrage, tourner à droite, indication par panneau, secteur 18.	<b>70 25 16 72</b>
<b>AFAFSI</b>	En face de l'immeuble de l'Union Européenne, tourner à gauche, premier six mètres à droite, première porte à droite, secteur 5	<b>50 30 73 03</b>
<b>AJC</b>	En face du Ciné Burkina, côté Sud, bâtiment de MBDHB, au 1 <sup>er</sup> étage, secteur 1	<b>50 30 40 29</b>
<b>AJPO</b>	Dassasgho, route de Fada, en face de CACS, à côté de la pharmacie Sotissé, secteur 27	<b>50 39 38 01.</b>
<b>ALAVI</b>	1200 Logements, côté ouest de la paroisse Saint Camille, secteur 14	<b>50 36 38 41</b>
<b>Bergerie Ouagadougou</b>	Circulaire Cissin, route de Bobo, avant la station Sanamkoom, tourner à gauche, après 150 m, panneau de Bergerie, secteur 18.	<b>50 34 41 51</b>
<b>CCDV Communale</b>	Près du site du SIAO	
<b>CICDoc</b>	Route de l'Hôpital Yalgado, au sein du Centre National Antituberculeux (CNLAT), secteur 4	<b>50 31 41 59</b>
<b>CMA PISSY</b>	A l'ouest de la clinique Suka El Fateh, secteur 17	<b>50 43 64 08</b>
<b>CMA secteur 30</b>	En face du boulevard la circulaire, secteur 30 à côté du laboratoire national de santé publique	<b>50 37 04 82</b>
<b>CTA</b>	Derrière l'Hôpital Yalgado, secteur 4	<b>50 39 95 39</b>
<b>CSPS à Ouaga :</b>	Secteur 16 Secteur 18 Secteur 29 Secteur 30 Secteur 28 CSPS Saaba CSPS Yamtenga (secteur 4, juste après l'Hôpital Yalgado)	<b>50 38 46 14</b> <b>70 26 06 14</b>
<b>Sidaction</b>	Pissy, Route de la Clinique Suka El Fateh, secteur 17	<b>50 43 55 03</b> <b>50 39 52 22</b>
<b>SOS -SIDA</b>	Tampouy Barrage, Secteur 22	<b>50 35 16 45</b>
<b>Saint Camille</b>	1200 Logements, secteur 14	<b>50 36 12 32</b>
<b>Vie positive</b>	Route circulaire Pissy, vers le commissariat de Boulmiougou, secteur 17	<b>50 48 50 05</b>

## PORTRAIT : Le passionné d'économie du développement



M. Harouna Ouédraogo

Il adore relever les défis, et est un passionné d'économie. Plus exactement de l'économie du développement. Lui, Mossi du Yatenga, Harouna Ouédraogo puisque c'est de lui qu'il s'agit, est né le 09 février de l'année 1952 à Ouahigouya.

Cet amoureux de l'économie et de la socio économie du développement, à obtenu son bac G2 en Techniques quantitatives de gestion au Lycée technique de Ouagadougou en 1971. Puis il a fourbi ses armes à l'Université du Bénin au Togo où il décroche son DEUG en économie. Ensuite il poursuit sa formation à l'Université de Bordeaux I en France d'où il obtient sa Maîtrise es sciences économiques en Administration Economique Privée en 1977 et un DEA en Economie et Socio-Economie du développement en 1978. En 1987, il suit des cours d'encadrement supérieur en économie bancaire FINAFRICA à Milan en Italie d'où il obtient son diplôme en « Advanced Course in the Economics of Banking ».

Nanti de tous ces diplômes, Harouna est nommé dès 1979, Conseiller des affaires économiques au Ministère de l'économie et du Plan. A cet effet, il avait la charge d'analyser les projets dans le secteur des transports, suivre les activités du secteur et initier les dossiers relatifs à la définition de la politique sectorielle des transports.

De 1981 à 1983, il est chef du service des infrastructures économiques à la direction de la program-

mation et du développement au ministère du Plan et de la coopération. Il était chargé du suivi et de la coordination des activités dans le domaine des transports, de l'habitat, des télécommunications et des grands ouvrages.

De 1984 à 1988, il assume, dans le même ministère, la fonction de directeur général de la Planification du développement. A ce titre, il a piloté l'élaboration et la mise en œuvre du premier Plan quinquennal de développement populaire 1986 - 1990. Il assurait, pour le compte de la cellule de planification, l'élaboration (i) des directives pour l'élaboration du plan ; (ii) la conception et la mise en œuvre de la méthode de sélection des projets devant être retenus dans le plan. En outre, il assumait la fonction de rapporteur général du conseil national du Plan, qui est l'instance suprême en matière de planification. Il a aussi supervisé le suivi de l'exécution du Plan. Il a continué à assurer la supervision technique des travaux de planification jusqu'à son dernier séjour au ministère, où il a été Conseiller technique du ministre du plan et de la coopération de 1988 à 1989.

C'est en Octobre 1989 que suite à un processus très sélectif qui s'est déroulé à Ouagadougou et à Abidjan (RCI), que M. Ouédraogo a fait son entrée au bureau du PNUD Burkina en tant qu'Economiste National. C'est donc riche de ses 18 ans d'expérience au sein des Nations Unies, que Harouna trouve le travail au PNUD « fascinant car on est confronté à des défis constamment renouvelés avec des accents liés aux préoccupations de chaque époque. L'institution offre un cadre ouvert pour la réflexion et l'action et cela procure le sentiment pour moi d'être utile à une large échelle ».

D'octobre 1989 à Décembre 2001, il occupe effectivement le poste d'économiste national. Avec pour activité principale, l'analyse économique et la coordination de l'aide. De janvier

2002 à Mars 2005, il est assistant Représentant Résident/Economiste, chef de la division gouvernance avec pour tâche la gestion de porte feuille et l'appui conseil. Il a aussi assuré temporairement la fonction de « Country Programme Adviser » au Bureau Régional du PNUD/Afrique à New York, en charge du Bénin, de la Gambie, du Mali, de la Mauritanie et du Niger.

Ses performances d'économiste, lui ont valu un détachement en 1996 et en 1998 au bureau du PNUD en Guinée Bissau comme Economiste Principal.

D'avril 2005 à décembre 2005, il est recruté au plan international, notamment au bureau du PNUD Haïti comme Assistant Représentant Résident et chef de l'unité Gouvernance. Puis, Toujours en Haïti, il assume de janvier 2006 à janvier 2007, la fonction de Conseiller Technique Principal du projet de formulation de la stratégie de réduction de la pauvreté en Haïti. Son

En plus de ses fonctions, Harouna a été vice président de l'association du personnel de 1995 à 1996 et président de l'association du personnel de 1996 à 1998. De 1981 à 1989, il a été administrateur de plusieurs institutions et sociétés dont le Fonds de Solidarité et d'Intervention de la CEAO, le fond de la CEDEAO, la Banque pour la financement du Commerce et l'industrie et enfin, la Caisse Autonome d'Investissement.

En 1984, il a été l'un des membres fondateurs de l'Association des économistes du Burkina.

Depuis février 2007, il est Assistant Représentant Résident (Programme)/ Governance Team Leader au PNUD Burkina.

Comme activités extra professionnelles, Harouna est vice Président de l'Association « Naba Wangsé » des habitants du secteur 19 de Ouagadougou ; Parain du Groupe sur le Développement Humain (Club de jeunes) et membre de l'Association « Génération 50 ».

Père de trois adorables enfants, il aime la danse, la lecture et les rencontres et discussions entre amis. Il est aussi auteur et co-auteur de plusieurs ouvrages.

NI

« Les États devraient éviter d'utiliser des mesures restrictives pour contenir les idéologies intolérantes et les mouvements coercitifs »

## ASTUCE : Trier ses messages avec Outlook Express

Dans votre messagerie Outlook Express, si vous ne classez pas les messages que vous recevez au fur et à mesure de leur arrivée, vous allez vite vous retrouver dépasser par le nombre de messages affichés.

Pour vous y retrouver parmi vos messages, **vous pouvez les ranger dans différents dossiers**, un pour vos amis par exemple, un autre pour la famille, un pour le travail, etc.

Ensuite, **grâce à des règles de message**, les messages

que vous recevez pourront alors automatiquement se diriger dans le dossier que vous leur avez attribué.

Ces règles de message vous permettront également de **mettre en avant les messages d'un correspondant** si ceux-ci nécessitent une attention particulière. Vous pouvez ainsi mettre d'une couleur les messages de votre famille et d'une autre couleur les messages de votre travail.



## SURVIE DE L'ENFANT: » Plan en fait la promotion dans 5 districts sanitaires

L'ONG Plan Burkina Faso a initié un projet de cinq ans relatif à la promotion de la santé de la mère et de l'enfant dénommé Projet Survie de l'enfant II (PSE II) financé par Plan Pays Bas à hauteur de 4.291.954 dollars EU. Il a été conçu comme une continuité du Projet Survie de l'enfant I (PSE I) initialement mis en œuvre dans le district sanitaire de Koupéla entre 1999 et 2005 sur financement de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID). L'évaluation finale de cette première phase a révélé des améliorations considérables au niveau des indicateurs de santé et une meilleure implication des communautés dans les prestations des services, justifiant ainsi l'initiative de la nouvelle phase.

L'expérience sera davantage évaluée et exploitée; les leçons tirées du projet de Koupéla serviront à reproduire les activités et approches réussies dans quatre autres districts, notamment ceux de Bousa (Namentenga), Kongoussi (Bam), Kaya et Barsalogo (Sanmatenga), en plus du district sanitaire de Koupéla. Elles sont destinées à une population estimée à environ 1,4 millions de personnes. Le projet couvre la période de 2006 à 2011 et soutient les plans d'action des districts sanitaires concernés.

L'essentiel de la stratégie s'articule autour de l'appui communautaire avec un accent sur la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant en milieu communautaire (PCIME - C ). Ainsi, le projet soutient les domaines prioritaires

de la santé maternelle, la vaccination, la lutte contre le paludisme, la diarrhée et les infections respiratoires aiguës. Il appuie également les activités en rapport avec la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (PTME).

L'approche de la mise en œuvre est basée sur le renforcement participatif des capacités institutionnelles des services de santé et des organisations locales de la société civile, afin de satisfaire les droits et besoins des enfants et des mères dans les domaines de priorité du projet qui se résument à l'amélioration durable de l'état de santé des enfants de moins de 5 ans et des femmes en âge de procréer.

Pour atteindre cet objectif, avec bien entendu la collaboration des services de santé et des organisations partenaires dans les 5 districts, Plan travaille d'une part à dynamiser les structures sanitaires communautaires existantes, et d'autre part, à créer et à appuyer de nouvelles structures si nécessaire. La collaboration avec les équipes cadres de districts (ECD) en vue d'améliorer les services de santé et de renforcer les capacités des comités de gestion des centres de santé (COGES) constitue un des aspects du projet.

Un autre aspect consiste à collaborer avec les organisations locales de la société civile pour améliorer non seulement l'accès aux services de santé et la qualité des prestations des agents de santé communautaires (ASC) au niveau des villages, mais aussi, le fonctionnement des comités de santé villageois

(CSV). Les CSV et les ASC sont chargés de promouvoir le changement de comportement au sein de la communauté, y compris le recours aux soins. Ils assurent également d'autres services au niveau du village. Les COGES soutiennent le fonctionnement des centres de santé et des structures sanitaires au niveau des villages en assurant la gestion communautaire de ces services.

Par ailleurs, conformément à l'approche de développement communautaire centré sur l'enfant adoptée par Plan, les enfants et adolescents dans les zones couvertes par le projet sont étroitement impliqués. L'approche enfant pour enfant dans laquelle les enfants éduquent et discutent avec leurs pairs est utilisée pour vulgariser les informations et les bonnes pratiques.

Les autres partenaires clés sont les ONG et associations locales, y compris les associations de personnes vivant avec le VIH/SIDA, qui gèrent et mettent en œuvre le volet mobilisation communautaire et santé villageoise du projet.

Au total, l'atelier de lancement officiel du projet a eu lieu les 20 et 21 Décembre 2006 à Ouagadougou. L'équipe qui a en charge la conduite du projet est composée de six Volontaires des Nations Unies (VNU) dont cinq conseillers en poste directement dans les districts sanitaires concernés et un Coordinateur basé à Ouagadougou. En outre, le projet, à travers le partenariat avec la société civile, notamment les associations chargées de la gestion du volet communautaire bénéficie de l'appui de soixante treize (73) animateurs et superviseurs répartis par zone (de plusieurs villages) pour conduire le travail d'animation et de communication.

## PROJET SURVIE DE L'ENFANT (PSE) – NAMENTENGA : 3 mois de mise en oeuvre

La province du Namentenga fait partie des cinq (5) districts du plateau central bénéficiaires des interventions du projet Survie de l'enfant (PSE) de Plan Burkina.

Avec une population totale de 298.430 habitants et 277 villages, le district sanitaire de Bousa compte 29 formations sanitaires réparties dans l'ensemble des huit ( 8 ) communes que compte



la province.

Afin d'informer et d'impliquer tous les acteurs, une présentation du projet a été faite dans les différentes communes lors des rencontres de la politique budgétaire de Plan aux autorités administratives, à l'équipe cadre du district, aux infirmiers chefs de poste des formations sanitaires, aux partenaires etc.

Au niveau de la mise en œuvre du projet, le volet mobilisation sociale a

été confié à l'Action burkinabè pour la promotion de la santé humaine (A.B.PRO.SA.H), structure partenaire qui, appuyée par le Conseiller technique du projet, a recruté 14 animateurs/trices et un superviseur pour couvrir l'ensemble des formations sanitaires.

Aussi, en vue de conduire de manière efficace les activités de mobilisation sociale au niveau communautaire, ce personnel de terrain a bénéficié de formations en techniques d'animation et sur les

différents thèmes du projet. Ces éléments leur ont donc permis d'effectuer le stage d'immersion (étude du milieu) dans leurs zones d'affectation, stage au cours duquel ils ont pu apporter leur contribution à la campagne de vaccination contre la méningite, contribution qui a été beaucoup appréciée par le premier responsable du district. Ils ont aussi participé activement à l'organisation de la journée africaine de lutte contre le paludisme à travers l'évaluation des comités de gestion des formations sanitaires et la com-

mémoration effective de la dite journée dans les huit (8) communes, avec une forte implication des partenaires.

En ce qui concerne la composante lutte contre le paludisme du projet, 14.000 moustiquaires imprégnées ont été remises au district. L'une des stratégies adoptées est qu'une moustiquaire imprégnée soit donnée à toute femme qui se présente pour la consultation prénatale dès le premier trimestre de sa grossesse; tout enfant qui aura reçu la totalité de ses antigènes avant son premier anniversaire devrait aussi recevoir une moustiquaire. Cette stratégie encourage les communautés à fréquenter les centres de santé et à changer de comportement en matière de prévention contre le paludisme; de nombreuses femmes ont reçu la moustiquaire et n'ont pas manqué d'apprécier son importance.

Le projet bénéficie d'une bonne collaboration entre les différents acteurs: le Conseiller technique reçoit l'appui-conseil- accompagnement du directeur de Plan Namentenga, lui-même médecin, et de toute son équipe, sans oublier la disponibilité de l'équipe de l'ABPROSAH et du district sanitaire. Des visites régulières du Coordinateur assurent également l'appui technique nécessaire. **VNU OUEDRAOGO Oumarou**

## LE SAVIEZ-VOUS ? : Spécial liberté de la presse

Le 3 mai 2007 a lieu la journée mondiale de la liberté de la presse marquée par les drames qui ont frappé les journalistes en 2006. En effet, 150 journalistes ont trouvé la mort l'an dernier.

Bien qu'il n'y ait jamais eu autant de pays déclarant défendre la liberté de la presse, les journalistes n'ont jamais été aussi menacés avec 150 victimes en 2006, déplore aujourd'hui, alors que « Les pays en conflit sont les plus dangereux pour les journalistes, et l'année dernière n'a pas fait exception », a dit la Haut Commissaire aux droits de l'homme, Louise Arbour.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), « environ 580 journalistes dans le monde sont morts dans l'exercice de leur fonction entre janvier 1992 et août 2006 ».

Citant le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), l'UNESCO estime que « 71,4% de ceux-ci ont été assassinés, 18,4% sont morts lors d'échanges de tirs ou dans des circonstances liées à des combats et 10% au cours d'autres missions dangereuses ». Les journalistes de la presse écrite sont les plus exposés au danger de

mort, affirme l'agence des Nations Unies, qui souligne que « 85% des meurtres de journalistes au cours des 15 dernières années n'ont pas donné lieu à des enquêtes ou des poursuites judiciaires.

Dans seulement 7% des cas ayant fait l'objet d'enquête, de poursuites et de condamnations, les commanditaires ont été traînés devant les tribunaux ».

Les pays où la situation s'est le plus détériorée sont la Gambie, la République démocratique du Congo, la Fédération de Russie et Cuba. Les directeurs du CPJ affirmaient que « deux pays d'Afrique subsaharienne, l'Éthiopie et la Gambie, figurent en tête de la liste des États où la liberté de la presse s'est le plus détériorée ces cinq dernières années ».

Selon les informations contenues dans le rapport, deux journalistes ont été assassinés en RDC au cours des deux dernières années et 11 sont en prison.

« En Gambie, Deyda Hydera, l'éditeur de l'un des principaux journaux, a été assassiné et 11 journalistes ont été jetés en prison au cours de la seule année 2006. Quant à l'Éthiopie, le CPJ y a découvert l'emprisonnement de 18 journalistes ».

L'Afrique n'est pas seule

au palmarès des violations graves contre la liberté d'informer. Au Pakistan, révèle le rapport du CPJ, huit journalistes ont été tués au cours des cinq dernières années. Quinze autres sont portés disparus au cours de la même période. En Azerbaïdjan, au cours des cinq dernières années, un éditeur a été assassiné, tandis que 9 journalistes étaient jetés derrière les barreaux et que 2 de leurs collègues étaient kidnappés.

Le CPJ a cependant exclu de son rapport les grandes zones de conflit comme l'Irak et la Somalie, qui souffrent d'une absence de structures conventionnelles de gouvernance ou de collecte d'information.

Cependant, selon l'association Reporters sans frontières, 155 **journalistes** et professionnels des médias ont été tués depuis l'intervention américaine en Irak, faisant de l'ancienne dictature de Saddam Hussein le pays le plus dangereux au monde pour les journalistes.

(source Internet)

P N U D—BURKINA  
FASO

PNUD  
Immeuble des Nations Unies  
01 BP 575 Ouagadougou 01  
Burkina Faso

Tél. : 226.50.30.67.62/63/64  
Fac-similé : 226.50.31.04.70  
Courriel : [registry.bf@undp.org](mailto:registry.bf@undp.org)

Visitez notre site  
web : [www.pnud.bf](http://www.pnud.bf)

**Directeur de Publication**  
Ruby Sandhu-Rojon

**Coordonnateur de la Rédaction**  
Mahamadi Ouédraogo

**Rédacteurs**  
Mauro Pavesi  
Jean-Philippe Tissier  
Mahamadi Ouédraogo  
Laure Diallo

**Stagiaires**  
Nadège Ilboudo  
Michèle Boro

**Secrétariat de Rédaction**  
Mahamadi Ouédraogo

**Conception et mise en page**  
Mahamadi Ouédraogo

**Lecteur-Correcteur-Réviseur**  
Alima Déborah Traoré

**Publication**  
Laouali Sanou

## AGENDA & ANNONCES

L'Unité Économique vient d'accueillir un nouveau stagiaire du nom de GIRARD Bastien de l'Université de Grenoble (France). Son stage qui a commencé le lundi 7 mai 2007 durera deux mois. Il occupe le bureau 531 de l'Unité Économique. A votre nom à tous, nous lui souhaitons la bienvenue.

Mlle Michèle Boro de l'Université Libre du Burkina effectue un stage d'un mois et demi au sein de l'équipe de Communication. Elle est en fin de cycle et traitera du thème de la « Communication pour le Développement ».

La 3<sup>e</sup> édition de la Marche contre la faim des enfants se déroulera le **dimanche 13 mai 2007** à Ouagadougou. Cette marche organisée par le Programme Alimentaire mondial (PAM) en collaboration avec des associations civiles partenaires est placée sous le haut

parrainage de Mme Chantal Compaoré, épouse du Chef de l'Etat et sous le patronage de Mme Odile Bonkougou, Ministre de l'Enseignement de base et de l'Alphabétisation.

Mme Justine Compaoré des ressources humaines sera en mission d'appui pour une période d'au moins un mois au bureau du PNUD à Bujumbura (Burundi).

M. Laouali Sanou, Lan Manager est depuis lundi matin à Lomé (Togo) pour une mission d'appui d'au moins un mois dans le domaine de l'informatique.

Un atelier de formation des points focaux DevInfo, aura lieu du 14 au 18 mai 2007 à Tenkodogo. MM. Dieudonné Kini et Mahamadi Ouédraogo participeront à cette formation pour le compte du PNUD.

## DÉTENTE : Police et armée

### Contrôle de gendarme

Un gendarme fait stopper une automobile :

- Vous n'aviez pas vu le feu rouge ?
- Si si. C'est vous que je n'avais pas vu !

### Entraînement militaire

Deux militaires à l'entraînement:

- Pourquoi t'es tu engagé dans l'armée...
- Parce que je suis célibataire et j'aime la guerre...Et toi...
- Moi, je suis marié et je voulais la paix !

### Détecteur de mensonges

Le commissaire de police questionne un jeune agent qui vient d'être recruté:

- Avez-vous déjà vu un détecteur de mensonges ?
- Mieux que ça, chef, j'en ai épousé un !

### Policier sur un tracteur

Qu'est-ce qu'un policier sur un tracteur ?

Un poulet fermier.

